

Lundi, le 24 mai 2021

Prof. ACHILLE MBEMBE
Université du Witwatersrand / Johannesburg,
Afrique du Sud

Monsieur le Professeur, Très Cher Frère,

Nous voulons saisir l'occasion de la présente lettre pour vous féliciter pour l'immense contribution que vous apportez à la cause des Nations africaines, et pour la défense des valeurs universelles que vous faites au-delà de l'Afrique.

Nous vous écrivons en votre qualité d'éminent penseur contemporain et surtout de coordonnateur du groupe de travail chargé d'animer le dialogue entre la France et les organisations de la société civile africaine initialement prévue en juillet 2021 à Montpellier en France en marge du Sommet France-Afrique. Ce dialogue, faut-il le rappeler, s'inscrit dans le sillage d'initiatives notables en vue de clarifier les relations ambiguës entre la France et l'Afrique francophone, à travers des déclarations ou actions fortes du Président français Emmanuel Macron : Déclaration de Ouagadougou, organisation de la Saison Africa 2020, publications de rapports sur la restitution des objets d'art africains, sur le génocide rwandais, etc.

Cependant, au moment où vous vous investissez de bonne foi pour contribuer à donner une nouvelle orientation à la politique Française en Afrique en mobilisant d'autres intellectuels africains pour cette cause, un coup d'Etat aux relents dynastiques a été perpétré au Tchad, en vue de la succession du Président de la République du Tchad Idriss Deby Itno, mort le 20 avril dernier. Cette imposture, en flagrante violation de la Constitution tchadienne, a bénéficié du soutien actif du Président français Emmanuel Macron, qui a préféré ainsi prolonger le statu quo de la politique Française tant décriée, non seulement en entérinant ce coup d'État et cette dévolution dynastique du pouvoir au Tchad, mais encore et surtout en influençant les institutions africaines, créant ainsi un fâcheux précédent et un malaise profond entre pays africains anglophones et francophones. Cette situation chaotique a provoqué une sanglante répression de Tchadiens descendus pacifiquement dans la rue pour réclamer une transition civile.

Dans ce contexte, vous conviendrez avec nous que cet important et inédit dialogue, censé redéfinir les fondamentaux de la relation entre l'Afrique et la France, se trouve entièrement vidé de sa substance. Les faits survenus au Tchad démentent la bonne foi du Président Macron. Il n'est pas prêt à démanteler les réseaux de la Françafrique.

C'est pourquoi, au regard des valeurs universelles que vous défendez et qui forcent l'admiration de tous, et par respect pour les éminentes personnalités associées à cette activité, nous vous prions d'explorer toutes les possibilités et d'user des moyens qui vous semblent appropriés en vue de conditionner la participation de votre comité à ce dialogue par un règlement approprié de la situation du Tchad. Il s'agit d'exiger

de la France de se désolidariser de la junte militaire au pouvoir et de soutenir une transition civile au Tchad comme l'ont demandé les organisations de la société civile africaines dans leurs déclarations du 27 avril et du 13 mai 2021 et conformément au schéma de sortie de crise ci-joint.

Nous restons convaincus, comme nos aînés avant nous lors des années d'indépendance, que vous disposez d'une occasion unique d'influer sur le destin de nos frères, sœurs et parents d'Afrique qui, avec raison, placent leur confiance sur l'élite africaine que vous représentez aujourd'hui si dignement.

Tout en restant à votre disposition pour échanger et vous souhaitant bonne réception, nous vous prions de croire, monsieur le professeur et très cher frère, à l'expression de notre considération distinguée.

PJ :

- Schéma de sortie de crise
- Déclaration des OSC africaine du 27 avril 2021
- Déclaration des OSC africaine du 13 mai 2021
- Manifeste contre les ingérences françaises en République du Tchad

Ont signé :

- **Me Max Loanlgar** – Avocat, Président de la Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme (LTDH), Leader de la Coordination des actions citoyennes « Wakit Tama »,
Tél. : +235 63 64 07 23, Email: maxloanlgar@gmail.com
- **Barka Michel** – Président de l'Union des Syndicats du Tchad (UST)
- **Mahamat Nour Ibedou** – Secrétaire Général de la Convention Tchadienne de Défense des Droits de l'Homme (CTDDH)
- **Me Jacqueline Moudeina** - Avocate, Défenseurs des Droits Humains, prix Nobel alternatif 2011
- **Dobian Assingar** - Représentant de la FIDH auprès de la CEMAC
- **Mahamat Saleh Haroun** - Réalisateur, prix du jury du Festival de Cannes 2010
- **Antoine Bangui** - écrivain, ancien Ministre
- **Pr. Djona Atchénémou Avocksouma** - écrivain, ancien Ministre
- **Pr. Facho Balam** - universitaire, ancien Ministre
- **Noël Nétonon Ndjekery** - écrivain
- **Noël Flavien Kobdigue** - écrivain et musicien
- **NIMROD** - écrivain
- **Dr. Ibrahima GUISSÉ**, Représentation de la RADDHO auprès des Nations-Unies à Genève (Sénégal)
- **Maximilienne C. Ngo MBE** - Juriste, Lauréate Femme courage 2021 Département d'état Américain (Cameroun)
- **Alioune Tine** - fondateur du Think Tank Afrikajom (Sénégal)
- **Jo Sekimonyo** - économiste et écrivain (RDC).

Copie :

- **Emmanuel Macron**, Président de la République Française
- **Denis Mukwege**, Médecin, prix Nobel de la paix en 2018 - RDC
- **David Adjaye**, - Architecte - Ghana
- **Vera Songwe**, Economiste - Cameroun
- **Kako Nubukpo**, Economiste – Togo
- **Souleymane Bachir Diagne**, Philosophe - Sénégal
- **Mbougar Sarr**, - Sénégal
- **Pap Ndiaye**, Historien, - Sénégal
- **Chimamanda Ngozi Adichie**, - Ecrivaine - Nigéria
- **Alain Mabanckou**, Ecrivain et Enseignant - Congo
- **Koyo Kouoh**, Commissaire d'exposition, - Cameroun
- **Thuli Madonsela**, Avocat, - Afrique du Sud
- **Leyla Dakhli**, Historien - Tunisie
- **Lori-Anne Theroux**, Directrice de l'Institute for Security Studies (ISS)